

# **Manifestation « Citoyens /Journalistes »**

**du 2 février 2008 à LYON**

## **Compte-Rendu**

### **Ouverture de la manifestation : Cyril Kretzschmar Consultant OXALIS, animateur de la journée**

C. Kretzschmar présente l'organisation de la manifestation : la matinée sera consacrée à la dimension « Représentations/Déontologie » et l'après-midi abordera l'aspect « Institutionnel » lié aux relations entre l'information et les pouvoirs politiques et économiques ». Il expose l'esprit de cette journée: après les exposés des différents intervenants, susciter un large débat au sein des tous les participants par l'intermédiaire d'ateliers « 6 x 6 ».

### **Intervention de Henri Faure Président de Forum Citoyen Rhône-Alpes**

Au nom de Forum Citoyen, Henri Faure remercie participants et intervenants d'avoir sacrifié un précieux samedi pour ce débat.

Il répond ensuite à la question : *Pourquoi cette rencontre ?* Trois raisons, au moins, précise-t-il, nous ont invités à l'organiser : une conviction, une volonté, une ambition.

Notre *conviction*, sérieusement renforcée et argumentée par le groupe « éthique et économie », est que l'information est un bien commun qui appelle une construction commune des citoyens et des journalistes.

Notre *volonté* a été de porter cette conviction dans l'espace public parce que nous pensons que ce bien commun est en danger et qu'il appelle une mobilisation conjointe des citoyens et des journalistes.

Notre *ambition* est que cette journée ne soit pas seulement l'aboutissement d'une étude et l'occasion d'une réflexion partagée ; nous souhaitons qu'elle soit aussi le point de départ d'une série de rencontres en Rhône-Alpes.

Henri Faure remercie ensuite tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette journée : le Conseil de Développement et son Président qui a immédiatement proposé un partenariat pour cette journée, le groupe « Ethique et Economie » (3 E) qui a fourni tout le travail de fond pour ce débat, tous les intervenants et l'équipe de Forum, en citant plus particulièrement pour l'organisation et l'animation proprement dites : Jean Clément et Cyril Kretzschmar.

### **Intervention de Jean Frébault Président du Conseil de Développement du Grand Lyon**

La question des représentations médiatiques préoccupe le Conseil de Développement et a suscité l'organisation d'une manifestation sur le sujet fin Mai 2007 dans cette même salle à Lyon ; l'omniprésence des médias suppose que les citoyens s'interrogent sur l'éventuel décalage entre images et réalités : les émeutes de Vaulx en Velin et les événements ayant abouti au droit au logement opposable constituent deux exemples sur lesquels une réflexion a

été menée : quels impacts de la mise en scène médiatique ? Quelle responsabilité sociale pour le citoyen ? Que faisons-nous pour une citoyenneté active ?

**Présentation par André Vialette, porte-parole du groupe « Ethique et Economie », des travaux du groupe sur l'économie des médias pour la partie « Représentation/Déontologie »**

## **Economie des médias**

### **Groupe de travail « éthique et économie »**

Présentation principaux constats, conclusions et interrogations

#### **Le contexte de l'étude**

- Un groupe de citoyens non experts ayant un objectif éthique et humaniste : nous ne sommes pas des spécialistes des médias mais des citoyens qui ont été interpellés par les évolutions et difficultés des médias et de la presse.
- Des difficultés de la presse régionale
- Le périmètre : les médias dans leur ensemble et la presse écrite d'information générale en particulier
- Les moyens : la collaboration de journalistes locaux (certains présents) et l'étude d'ouvrages d'experts (RIEFFEL, LABASSE, TOUSSAINT-DESMOULINS, CAVADA, MARTIN-LAGARDETTE) et articles médias
- Les travaux effectués :
  - ✓ 2006 : analyse de l'existant
  - ✓ 2007 : analyse par acteurs

### **Dimension déontologique : « Citoyens et Journalistes »**

#### **1- L'analyse de la situation**

##### **Médias et utilisateurs**

- Des facteurs positifs : une audience croissante des journaux au niveau mondial (AMJ : 1 milliard d'individus lisent un quotidien) ; des débats d'idées ; de nouvelles formes d'expression (Internet : blogs) ; des réseaux d'utilisateurs (sociétés de lecteurs, espaces de médiation)
- Des évolutions préoccupantes : une baisse de la lecture de la presse quotidienne payante en Occident, chez les jeunes en particulier; la culture de la gratuité (sites Internet, journaux); la culture de l'instantanéité (exigences de l'urgence et de la concurrence; l'information /consommation (publicité ; évolution au détriment du contenu)

- Notre interrogation éthique : ***comment enrayer cette crise d'intérêt des utilisateurs ? Comment faire face à la profusion d'informations ? Comment bénéficier d'une information fiable et honnête fournissant des éléments pour comprendre ?***

### **Médias et journalistes**

- Le journalisme : un métier difficile (87 journalistes l'ont payé de leur vie en 2007 ; rendre compte de la complexité du monde) ; un métier avec ses exigences et ses contraintes (intégrité, indépendance, traçabilité) (nécessité déontologie affichée et respectée)
- Un contexte « d'insécurité » défavorable à une information de qualité (non clarté entre éditeur et journaliste ; exigences de rapidité (sensationnalisme) ; précarité (correspondants locaux de presse sans statut ; sous-traitance); relâchement de la déontologie dénoncé par experts et journalistes
- Notre interrogation éthique : ***comment placer le journaliste dans les meilleures conditions d'exercice de son métier ? Quelle déontologie afin de garantir qualité, rigueur et fiabilité ?***

### **2- Nos propositions**

#### Positions de principe

- Distinction information/ bien commun et support/marchandise
- Le droit à l'information : un droit à intégrer à la Constitution

#### Propositions déontologiques

- La nécessité d'une autorité de régulation en matière de presse (exception française)
- Des préoccupations éthiques au niveau de chaque rédaction : une charte « étanchéité » (rédaction/publicité) intégrée dans les statuts; des instances éthiques

#### Propositions de recherches complémentaires

- L'information et Internet : comment préparer le citoyen à la révolution numérique ? l'information professionnelle et l'expression citoyenne ? quel contrôle des sources sur Internet ?
- Un processus de qualité de l'information : quels critères ? les influences nationales et culturelles sur l'information ?

### **Conclusion : crise morale vécue par citoyens et journalistes**

- ✓ Inquiétudes face à la désaffection pour l'information générale au profit de l'information « people »
- ✓ Nécessité de mesures institutionnelles
- ✓ Nécessité d'une prise de conscience individuelle au niveau du citoyen et du journaliste

### **Présentation par Manola Gardez de l'Alliance Internationale de Journalistes (AIJ)**

Créée en 2004, l'Alliance Internationale de Journalistes est née de la nécessité de redonner à la profession une crédibilité et de meilleures relations avec son public. L'Alliance travaille autour des thèmes de la responsabilité des journalistes et de la responsabilité des médias envers la société.

Les différents pôles régionaux de l'Alliance ont choisi leurs priorités de travail en fonction de leur propre contexte ; ainsi en Inde, par exemple, il s'agit de mettre les médias au centre d'échanges entre autorités locales et citoyens ; la formation continue a constitué l'axe principal au Brésil ; l'Asie Centrale lance des travaux sur l'appui aux médias des pays en voie de démocratisation ; en France et dans les pays voisins, les priorités ont été données aux actions de régulation et d'autorégulation de la profession.

L'Alliance Internationale de Journalistes est à l'origine et est toujours partie prenante dans le processus de construction d'un Conseil de Presse en France et dans l'élaboration de chartes de qualité en soulignant l'importance du dialogue avec le public.

### **Présentation par Jean-Luc Martin-Lagardette (journaliste, secrétaire de l'APCP)<sup>1</sup> du projet de Conseil de Presse**

Issue d'un voyage au Québec, la réflexion sur la mise en place d'un Conseil de Presse (CP) en France a pour but de faire retrouver sa crédibilité à l'information : il est indispensable que les journalistes soient fiables et responsables sur la production des faits.

Le CP serait une instance de défense du droit à l'information et de la liberté de l'information, ainsi qu'un outil de régulation. Il s'attacherait à la façon dont l'information est produite et non à son contenu ; il ne s'agirait pas d'une instance de contrôle. L'Association de Préfiguration du Conseil de Presse (APCP) qui mène les réflexions sur ce projet de future instance prône la présence des citoyens au sein du futur conseil, les besoins s'exprimant à partir du public. Le grand défi à relever est de réussir à convaincre la profession journalistique ainsi que les éditeurs.

Quelles valeurs sont défendues par le Conseil de presse ?

- C'est d'abord la défense du droit à l'information et de la liberté de l'information grâce à une association de tous les acteurs de l'information : journalistes/éditeurs/public. Les prochaines « Assises de l'Information » organisées à Lille du 21 au 23 Mai 2008 seront l'occasion pour l'APCP d'exposer les conclusions des réflexions menées et de donner une image positive du Conseil de Presse comme outil indispensable pour défendre la qualité de la presse.
- C'est ensuite un lieu de pédagogie pour les conditions de fabrication de l'information : la surveillance de la qualité de l'information, de ses conditions de fabrication, s'impose à tous, journalistes et éditeurs.

---

<sup>1</sup> APCP : Association de préfiguration d'un conseil de presse. <http://apcp.unblog.fr/>

- C'est enfin un lieu de réflexion : cette entité pourrait jouer le rôle de veille et de recherche en matière d'information publique.

Quelle composition pour le CP (au stade actuel des réflexions) ?

3 collègues avec pouvoir de décision représentant :

- Les journalistes (3 syndicalistes, 3 représentants des sociétés de journalistes, des médiateurs et clubs de la presse)
- Les éditeurs : 5 éditeurs nommés par les organisations patronales ; 3 désignés hors de ces organisations
- Le public : des représentants d'associations : AQIT, UFC, Ligue de l'enseignement, 1 juriste, 1 magistrat ; 3 personnalités
- 1 collègue représentant les pouvoirs publics avec pouvoir consultatif : 1 représentant du Ministère de la Culture et de la Communication ; 1 Député ; 1 Sénateur

Quelles sanctions pour le CP (au stade actuel des réflexions) ? Les sanctions envisagées se limiteraient à la publication des avis du CP.

### **Quelles pistes pour améliorer la relation citoyens/journalistes (débat en groupes « 6x6 ») ?**

- Importance de l'école pour préparer les jeunes à la lecture et construire l'esprit critique ; financement de journaux aux lycées (abonnements aux hebdomadaires) ; faciliter l'accès des jeunes à la lecture
- Nécessité d'une meilleure éducation aux médias (exemple du Canada)
- Enseignement du journalisme : lutter contre la défiance étudiants/journalistes (répondre de la part des enseignants à la soif de savoir ; inciter les étudiants en journalisme à lire) ; participation du citoyen dans la co-formation du journaliste
- Rôle pédagogique du journaliste permettant au citoyen désemparé face à l'information en continu de mettre en perspective l'information
- Nécessité d'une mutation des journaux afin de faire face à la sur-information et retrouver le lien avec les lecteurs : des forums décentralisés périodiques
- Nécessité de lieux et de moyens permettant de décrypter l'information ; nécessité d'un dialogue avec les lecteurs : espaces de médiation et sociétés de lecteurs (en étant conscient des insuffisances et difficultés d'accès); cafés/médias
- Des sites d'information permettant des échanges entre les citoyens et les journalistes professionnels (exemple « AGORAVOX » : l'enquête participative sur les vaccinations est un exemple de co-construction de l'information) (autre exemple : blog canadien remplaçant le

journal d'école et alimenté par les contributions des élèves, des enseignants, des parents et d'autres citoyens)

- Besoin d'informations régionales à combler (régression des centres d'intérêt régionaux) face à l'afflux d'informations internationales, nationales et locales
- Expliquer les modalités du choix de l'information : afin de retrouver la confiance du citoyen, un effort d'explication doit être fait par le journaliste afin de comprendre les choix qui sont faits en permanence (exemple de la défiance entre journalistes et citoyens lors des grèves « anti CPE » de 2005)
- Attachement syndical aux pratiques professionnelles mais craintes liées au contexte économique et aux difficultés historiques du Conseil de Presse ; proposition d'un Observatoire de la profession et d'une reconnaissance des rédactions avec des moyens juridiques
- Importance de la pression de la société citoyenne pour une information de qualité et une télévision qui soit « bouillon de culture ».

**Présentation par André Vialette, porte-parole du groupe « Ethique et Economie », des travaux du groupe sur l'économie des médias pour la partie « médias et pouvoirs politiques et économiques »**

## **Dimension Institutionnelle : médias et pouvoirs politiques et économiques**

### **1- Analyse de la situation**

**Médias et pouvoirs politiques** (étude ouvrages B. Labasse, J.M. Cavada, R. Rieffel)

- Importance de l'information politique pour la démocratie : produite par l'homme politique ; rôle de diffusion et de médiation du journaliste
- Tendances préoccupantes liées aux phénomènes de « marketisation », d'information/spectacle, aux risques d'instrumentalisation (accrus depuis 2001), au culte de l'audience (satisfaction de l'indicateur « UBM » : unité de bruit médiatique), à l'absence d'indépendance réelle des autorités de régulation (CSA) et à un environnement juridique dépassé

Notre interrogation éthique : *comment préserver l'indépendance du journalisme par rapport aux pouvoirs politiques ?*

**Médias et pouvoirs économiques** (étude ouvrages N. Toussaint-Desmoulins, R. Rieffel)

- Thème de l'économie des médias étudié tardivement par les économistes
- Une tendance à la concentration (particularité française : 3 grands groupes non spécialisés dans les médias jusqu'à maintenant mais dont l'activité principale est dépendante des commandes publiques)

- Une crise économique pour la presse française en particulier (rapport Sénat : trop faible densité du réseau de distribution ; faiblesse des fonds propres ; coûts d'impression ; cherté de la presse française)
- La croissance d'Internet et des journaux gratuits : quel est le prix de la gratuité ? avantages : retour à la lecture pour certains ; voir sites d'information (indépendance par rapport aux annonceurs ; participation citoyenne)

Notre interrogation éthique : *Comment créer les conditions économiques permettant à tous les courants d'idées de s'exprimer ? Comment concilier pouvoir légitime des éditeurs et indépendance indispensable des journalistes ?*

## 2- Propositions d'actions

### Propositions en matière législative

- Un dispositif législatif à actualiser (1881, 1944, 1947, 1982, 1986)
- Une information numérique à encadrer (voir rôle du Forum des droits sur Internet : FDI)

### Propositions économiques et financières

- Une actualisation du dispositif anti-concentration (notamment en matière de seuils aux marchés publics pour les groupes industriels dépendant des commandes publiques et propriétaires des médias) (seuls de détention du capital des médias ; seuils de diffusion des quotidiens)
- Des investissements en faveur des médias et de la presse plus particulièrement : fondations (soutien à l'indépendance via des participations publiques ou des réductions d'impôts pour les familles propriétaires) ; sources publiques et privées dans le respect de l'indépendance rédactionnelle
- Un meilleur accès à l'information sur tout le territoire : densification du réseau de distribution ; accès à internet

### Propositions de recherches complémentaires

- l'encadrement de l'information politique sur Internet ? Quelles limites aux dérives (blogs journalistes ; contrôle des temps de parole, des « vidéos » en période électorale) ?
- L'information politique et économique : malgré les efforts des médias et journalistes face à la complexité des sujets, comment vulgariser sans simplifier à l'extrême ou être obligé d'être un spécialiste ? (effort pédagogique : « ajouter de l'explicatif à l'évènementiel »)
- La création d'une structure de recherche en matière d'information publique (conclusion Labasse) : action ACRIMED (Action Critique Médias); rôle futur du Conseil de presse ?

## **Conclusion : une crise démocratique et économique ; comment distinguer information et communication ?**

Des risques politiques et économiques certains pour l'indépendance rédactionnelle

Nécessité d'un encadrement des médias

Nécessité d'une vigilance générale : « le citoyen/résistant »

## **Quelles pistes pour l'indépendance et la qualité de l'information (débat en groupes « 6 x 6 »)?**

- Mesures législatives :
  - Réglementation sur les détentions de capital
  - Nécessité de régulation du support Internet et de la publicité
  - Pluralité des sources de financements
  - Un co-financement lecteurs/Etat ?
- Règles déontologiques :
  - Régulation, déontologie et propre conscience du journaliste : solution à l'ambiguïté du journaliste, à la fois salarié dépendant et professionnel indépendant
  - Comités d'éthique
  - Chartes internes (exemple réel de charte étanchéité « rédaction/publicité »)
  - Pouvoir de sanction du Conseil de Presse (légitimité de sanctions envers des journalistes qui se conduiraient mal)
  - Un niveau d'évaluation démocratique (Conseil de lecteurs)
- Lien entre le journal et l'opinion : condition de l'indépendance et de la démocratie
  - Sociétés de lecteurs
  - Forums décentralisés : les journaux doivent changer et s'adapter aux évolutions techniques mais ils doivent renouer le lien avec les lecteurs
  - Aide des collectivités régionales notamment pour les médias alternatifs
  - Les pouvoirs du citoyen : lire le journal ou non ; écrire au journal ; regarder la télévision ou non ; s'abonner ; participation associative, prise de position etc)

## **Quelques réactions suite au déroulement de la manifestation**

« Cette manifestation, via les présentations effectuées et les différents débats, a permis de mieux prendre conscience de la situation de l'économie des médias et de la nécessité de poursuivre la réflexion sur les pistes tracées »

« Une implication certaine et constructive des participants ; des échanges riches au sein des groupes »

« La présentation du Conseil de Presse a mis en évidence la nécessité d'expliquer et de convaincre les journalistes et leurs représentants, les éditeurs, les pouvoirs publics et les citoyens/clients »

« Ne serait-il pas souhaitable de tester ce Conseil de Presse avant mise en place ? »

« La réflexion sur les modalités de la co-construction du lien citoyens/journalistes doit être poursuivie »

« Les risques liés au pouvoir de l'image (produits audiovisuels, télévision notamment) n'ont pas été mis en évidence par l'étude » (Il faut souligner la contribution écrite de l'association de lecteurs « Les Amis de la Vie » sur le thème « Médias, Paix et Violence : site Internet [www.amisde.lavie.org](http://www.amisde.lavie.org))

« Lors de ce type de manifestations médiatiques, Il faut être vigilant à l'expression de tous et non uniquement des intellectuels »

« La présence d'éditeurs et d'un plus grand nombre de personnalités politiques aurait été souhaitable »

« Le groupe « Ethique et Economie », en collaboration avec Forum Citoyen Rhône-Alpes, poursuivra son soutien à la réflexion et mise en place du Conseil de Presse et sensibilisera d'autres structures associatives et écoles de journalisme »

« La réflexion nationale sur les médias est à poursuivre ».